Andrzej Zieliński, *Ochrona roszczeń w procesie cywilnym* [La protection des prétentions des travailleurs dans le procès civil], Warszawa 1969, Wydawnictwo Prawnicze, 581 pages.

Le Code de procédure civile de 1964 a établi pour les actions sur les prétentions des travailleurs une procédure spéciale, dans laquelle non seulement on a pris en égard les institutions qui existaient déjà dans les prescriptions précédentes, mais aussi on a introduit de nouvelles, établissant une série de privilèges en faveur des travailleurs qui recherchent leurs prétentions par la voie judiciaire.

L'ouvrage en question constitue la première monographie des problèmes-clés qui surgissent à propos des prescriptions réglant cette procédure. Il ne se limite cependant pas à l'analyse des dispositions réglant le procès, il traite aussi, en effet, des garanties de la protection des droits des travailleurs en procédure d'exécution et de garantie.

L'objectif essentiel de l'ouvrage est de présenter les moyens de procédure de la protection des prétentions des travailleurs (chapitre III § 2 et les chapitres IV à VI). L'auteur a, à juste raison, pris également en considération l'importance pour cette protection des moyens de régime et organisation en présentant leur évolution (chapitre III § 1). Ces moyens dans l'ensemble garantissent la réalisation des droits des travailleurs qui sont particulièrement protégés, car, comme il est justement souligné dans l'ouvrage, la violation

des droits d'un travailleur est, une violation de l'intérêt social (chapitre III § 3).

L'auteur a assumé la tâche de systématiser les problèmes de la protection en procédure des prétentions des travailleurs dans le procès civil: 1° en indiquant les tendances principales de ce procès, 2° en les traitant sous la lumière des principes capitaux de la procédure civile et 3° en présentant les formes de la protection des prétentions des travailleurs caractéristiques pour les genres particuliers de procédure.

Le chapitre premier traite du problème de la voie judiciaire dans les actions sur les prétentions des travailleurs. Il est digne d'attention que l'auteur essaie de déterminer une action civile émanant de rapports du domaine du droit de travail. A l'issue des considérations intéressantes l'auteur exprime la juste opinion que de l'admissibilité de la voie judiciaire dans les actions sur des rapports du droit de travail décide le fait de considérer comme civile dans le cas donné l'action résultant de ces rapports (p. 56). Il faut bien se rendre compte, en effet, que divers rapports du domaine du droit de travail résultent non seulement en actions civiles, c'est-à-dire des actions dans lesquelles les parties du procès sont des partenaires à droits égaux, mais aussi des actions à un caractère juridique administratif.

Par contre, il semble discutable que de traiter des actions subordonnées à la procédure spéciale dans le chapitre consacré à la voie judiciaire. L'analyse de ce problème, essentiel il est vrai pour l'ouvrage en question, ne se rapporte guère à la notion de la voie judiciaire, mais bien au mode de la procédure judiciaire. Le fait que l'inadmissibilité de la voie judiciaire et le mode impropre de procédure ont des conséquences différentes en procédure, force à distinguer ces problèmes.

L'interprétation de l'art. 459 du Code de procédure civile, qui consiste entre autres à déterminer la notion des actions sur les prétentions des travailleurs et à présenter les genres particuliers de ces prétentions, constitue un problème en elle-même qui n'est pas directement lié à la notion de la voie judiciaire dans les actions sur les prétentions des travailleurs. Le problème touche au droit matériel et notamment au droit de travail et au droit civil. Le mérite de l'auteur réside dans le fait que dans un ouvrage du domaine de la procédure civile il a soulevé un sujet essentiel également pour la théorie du droit de travail.

Parmi les tendances principales de la procédure dans les actions sur les prétentions des travailleurs l'auteur mentionne la participation dans cette procédure des syndicats professionnels. Le nouveau Code de procédure civile prévoit sous ce rapport divers droits de ces organisations, en particulier le droit d'intenter des actions, l'intervention dans un procès en faveur des travailleurs, la présentation d'opinion essentielle pour l'affaire, la représentation en procès des travailleurs par des représentants des syndicaux, ainsi que la participation du conseil syndical d'établissement en procédure préparatoire au jugement des affaires sur des prétentions des travailleurs. On a soulevé dans l'ouvrage les problèmes juridiques de procédure découlant de ces institutions. Les considérations sur la participation du représentant du conseil syndical d'établissement en procédure préparatoire sont particulièrement intéressantes. La participation des syndicats professionnels et de leurs représentants au cours de la procédure spéciale possède un caractère facultatif, elle

est laissée à la direction de ces organisations. Aussi l'opinion de l'auteur que les représentants du conseil syndical d'établissement ont le devoir de prendre part dans la procédure préparatoire semble-t-elle discutable (p. 127).

L'ouvrage de A. Zielinski est de valeur aussi bien pour la doctrine du droit de procédure civile que pour, le droit de travail.

Teresa Micnik